

Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2016

Écrit: tronc commun

I - Littérature

- **1 –** William Shakespeare. *Love's Labour's Lost* [1598]. William Carroll, ed. Cambridge: Cambridge University Press (The New Cambridge Shakespeare), 2009.
- 2 Don DeLillo. Falling Man [2007]. London: Picador, 2011.
- **3 –** Oscar Wilde. *The Importance of Being Earnest* [1895]. Michael Patrick Gillespie, ed. New York: W.W. Norton Critical Edition, 2005.
- **4 –** Jane Austen. *Sense and Sensibility* [1811]. James Kinsley, ed. Oxford: Oxford's World Classics, rev. ed. 2008 (2004) et le film de Ang Lee de 1996.
- **5 –** Louis MacNeice. *The Burning Perch* [1963]. London: Faber and Faber, 2001.

N.B. Mêmes éditions pour l'écrit et l'oral.

II - Civilisation

1 – La Grande Famine en Irlande (1845-1851)

L'événement qui retient sans doute le plus l'attention dans l'histoire irlandaise est la Grande Famine, qui commence en 1845, s'étend à toute l'île l'année suivante, et s'installe jusqu'en 1849, réduisant à quelque six millions en 1851 une population estimée à plus de huit millions en 1845, en raison de la mortalité et de l'émigration.

Il conviendra d'aborder cette question en ayant conscience des enjeux interprétatifs et historiographiques. L'ampleur du phénomène le rend impossible à quantifier précisément, ce qui a longtemps suscité et entretenu une querelle de chiffres : l'historiographie nationaliste de la Famine a opté pour une estimation haute, tandis que des lectures qualifiées de révisionnistes ont longtemps tendu à minorer la mortalité de la Famine. Au moment des faits, les contemporains ont divergé dans leurs interprétations. Certains ont pu y voir la conséquence logique de l'incurie d'un peuple paresseux ou rebelle, voire une sanction divine à l'encontre d'une population majoritairement catholique. Inversement, d'autres y ont lu l'échec manifeste de l'Union de 1801 entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, allant parfois jusqu'à y voir un dessein caché de la part du gouvernement britannique, qui aurait délibérément laissé mourir la population irlandaise, afin de laisser s'effectuer d'elle-même une réforme agraire de grande ampleur et pour se débarrasser des tensions économiques et politiques qui caractérisaient alors l'Irlande. Cette dimension de la question ne doit cependant pas se substituer à la question elle-même. Elle doit toutefois être envisagée et posée de prime abord, afin de permettre une meilleure approche des sources et documents et de permettre la compréhension de la signification de cet épisode dans l'histoire du Royaume-Uni, dans l'histoire irlandaise, et dans l'histoire des relations entre l'Irlande et la Grande-Bretagne.

On s'interrogera sur les conditions de la survenue de cet événement : une forte croissance démographique, un faible développement industriel qui maintient la population sur la terre, un mode d'exploitation des terres et un système de sous-location ayant abouti à ce qu'au moins un tiers de la population soit exclusivement dépendant de sa récolte de pommes de terre de l'année. On observera aussi le dispositif existant pour tenter de pallier la pauvreté endémique, et la vulnérabilité de la population : la loi sur les Pauvres de 1838, qui, s'inspirant de la loi anglaise sur les Pauvres de 1834, appliqua à l'Irlande le système des workhouses, et s'avéra remarquablement inefficace lors de la Famine.

L'étude des réactions officielles britanniques mettra en évidence des changements politiques, ainsi que des changements ou continuités de paradigme. La transition vers le libre-échange économique est en cours ; les préoccupations humanitaires et sanitaires vont parfois à l'encontre du laissez faire dominant l'approche des questions sociales ; enfin, dans l'approche des questions irlandaises, la classe politique



Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2016

continue d'osciller entre l'adoption de mesures spécifiques, et la certitude que les diverses crises seraient résolues *in fine* par la poursuite de l'assimilation législative. Peel, le Premier ministre au début des événements, connaissait bien l'Irlande ; il fit rapidement adopter un programme de travaux publics financés par le Trésor, un contrôle des prix des céréales, et la vente à bas coût ou la distribution de farine de maïs. En pleine abrogation des lois sur le Blé à Westminster, il n'était pas envisageable d'aller plus loin ; et si le gouvernement *whig* qui suivit la chute politique de Peel renforça ces dispositifs, cela fut insuffisant pour enrayer la famine, et surtout son cortège de pathologies associées, qui tuèrent davantage que la faim ellemême. Les soupes populaires, mises en place en février 1847, furent abandonnées à l'automne, tandis que le principe de l'aide au sein des *workhouses* était réaffirmé. Il ne fut pas davantage envisagé de prendre des mesures qui auraient interféré avec les lois du marché ou avec les droits des propriétaires, et la vente de bovins irlandais en Angleterre, ainsi que les expulsions de paysans incapables de s'acquitter de leur fermage, continuèrent d'attiser le ressentiment populaire, contre l'Angleterre et contre les propriétaires anglo-irlandais.

Sur le terrain, les aides les plus efficaces provinrent de sources caritatives ou philanthropiques, dont on abordera le dynamisme et la contribution. Si l'aide apportée par les Quakers fut unanimement saluée, il y eut aussi des initiatives ouvertement prosélytes, qui contribuèrent à renforcer des animosités socio-religieuses déjà vivaces. La population britannique, informée, contribua de manière significative, via des dons à des sociétés caritatives ou philanthropiques. Néanmoins, cet élan initial fut freiné par la persistance du phénomène, ainsi que par des événements qui purent être interprétés comme des manifestations d'ingratitude : l'élection de trente-six députés (sur les cent membres de la représentation irlandaise à la Chambre des Communes) en faveur de l'abrogation de l'Union lors des élections de 1847, et le soulèvement manqué, mené par William Smith O'Brien à l'été 1848. Ces deux événements fourniront un éclairage sur ce qui, à cette période, subsiste du cadre antérieur de la contestation politique en Irlande : le nationalisme constitutionnel d'une part, et le nationalisme culturel d'inspiration révolutionnaire et romantique d'autre part.

Il faudra enfin envisager les conséquences de la Famine. Si les années 1849-1851 furent des années de retour à la normale pour la production de la pomme de terre, et de consolidation de l'état de santé de la population restante, elles font apparaître un pays profondément transformé. En premier lieu, une restructuration des terres agricoles a été opérée de facto, par l'élimination des paysans les plus vulnérables ; beaucoup de propriétaires fonciers en ressortent toutefois économiquement affaiblis. L'impact est également très net sur la démographie : la surmortalité et la sous-natalité liées à la famine, les nouveaux comportements induits par le caractère traumatique de l'événement, ainsi que l'émigration, ont cassé et inversé très durablement la courbe démographique en Irlande. Il existait un flux migratoire antérieur ; celui-ci s'est intensifié fortement pendant la Famine, tout en changeant de nature, évoluant très vite vers une émigration massive et paupérisée, transportée à bord de coffin ships, devenus tristement célèbres. Ce nouveau schéma allait perdurer durant des décennies. Il ne s'agira pas ici d'étudier la diaspora irlandaise, mais de regarder succinctement les flux migratoires dans la durée, en volume et en zones principales de destination. Dans les décennies suivantes, chez la population qui demeure, on observe un recul de l'âge du mariage accompagné logiquement d'une baisse de la natalité, ainsi que, au sein de la majorité catholique, d'une hausse perceptible de l'entrée dans les ordres séculiers ou réguliers. lci encore, il ne s'agira pas de s'engager dans une étude approfondie des comportements démographiques, mais de pouvoir cerner les contours de la nouvelle société irlandaise qui se met en place après la Famine, en réponse à celle-ci, et durablement.

2 - Les Républicains, de Dwight D. Eisenhower à George W. Bush (1952-2008)

Après près de vingt ans de présence démocrate ininterrompue à la Maison Blanche, l'élection de Dwight D. Eisenhower en novembre1952 marque le retour des Républicains à la tête de l'exécutif. Dans les décennies qui suivent, sa réélection et les deux victoires de Richard M. Nixon ne doivent pas occulter le fait que le Parti républicain demeure structurellement minoritaire. Pour renverser cette situation, les



Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2016

dirigeants et la base du Grand Old Party (GOP) ont cherché à renouveler leur corps de doctrine et à adapter leur stratégie électorale. Paradoxalement, c'est la défaite écrasante de Barry M. Goldwater en 1964 qui apparaît a posteriori comme le point de départ de la recomposition du paysage politique. Sa rhétorique résolument conservatrice, en rupture avec le *liberal consensus* de l'après-guerre, annonce celle de Ronald W. Reagan en 1980. Pendant la présidence de ce dernier, le centre de gravité du débat politique se déplace progressivement vers les valeurs conservatrices et un nouvel équilibre se dessine entre les deux grands partis américains.

L'ascension républicaine fait l'objet d'interprétations diverses : les débats historiographiques portent notamment sur sa chronologie, sa géographie, son contenu idéologique, et sur les conséquences des mutations de l'identification partisane – sur ce dernier point, faut-il ainsi parler de « réalignement » ou de « désalignement » ?

L'épreuve des faits, à travers l'exercice du pouvoir, est un élément d'appréciation essentiel de l'action des Républicains. Sans viser à l'exhaustivité, il conviendra de connaître les principaux succès et échecs des présidents républicains, les lois importantes votées par les élus du GOP au Congrès, ainsi que les décisions marquantes, d'inspiration conservatrice, de la Cour suprême.

On prêtera une attention particulière aux points suivants :

a – Étapes

La séquence électorale permet d'identifier les étapes de la montée en puissance républicaine. On verra ainsi tout d'abord en quoi le programme de Goldwater se démarque du *modern republicanism* de la présidence Eisenhower, qui participe quant à lui du *liberal consensus* de l'après-guerre. Les thèmes de la campagne de Goldwater, notamment la défense des « droits des États » contre l'ingérence de Washington, suscitent dans les années qui suivent un écho grandissant, en phase avec certaines évolutions profondes de la société américaine.

Quatre ans après la défaite de Goldwater, Nixon se présente comme le porte-parole d'une majorité silencieuse hostile aux changements sociétaux des années 1960. À plus d'un titre cependant, sa politique intérieure s'inscrit dans la continuité de celle de ses prédécesseurs. C'est avec Reagan, ancien gouverneur de Californie (1967-1975), qu'accède à la Maison-Blanche un représentant de l'aile conservatrice du Parti républicain. Il doit sa victoire à une puissante coalition de groupes et d'individus aux convictions et aux intérêts très divers. Bien que son bilan soit, à bien des égards, éloigné des intentions initiales, sa présidence transforme la politique américaine en ce qu'elle met fin au consensus de l'après-guerre et lui substitue un nouvel équilibre.

À partir des années 1980, le GOP doit-il être considéré comme le nouveau parti majoritaire? Les élections restent très contestées; le débat politique est de plus en plus polarisé. Le succès spectaculaire des Républicains, conduits par Newton L. Gingrich, lors des élections de mi-mandat en 1994, est suivi de la réélection du Démocrate William J. Clinton en 1996. En 2001, George W. Bush n'est investi qu'après une élection très disputée; sa présidence, que bouleversent les événements du 11 septembre 2001 et leurs conséquences, s'achève sur des revers électoraux pour le Parti républicain en 2006 et 2008.

b – Acteurs et instruments

L'ascension républicaine est rendue possible par des acteurs aux profils très divers dont on veillera à prendre en compte la multiplicité : le mot « Républicain » ne désigne pas seulement les électeurs dûment inscrits comme tels (*registered Republicans*), mais aussi les autres électeurs, les élus nationaux et locaux, les juges de la Cour suprême et des cours fédérales, les théoriciens (William F. Buckley, Jr., Irving Kristol, etc.) et les figures médiatiques (Grover G. Norquist, Paul M. Weyrich, etc.) de la mouvance conservatrice. Seront aussi examinés les *think tanks* (*Cato Institute, The Heritage Foundation*, etc.) et les dispositifs de diffusion (le réseau câblé Fox News, les *talk shows* radiophoniques, etc.) de l'idéologie du parti.

L'étude des aspects institutionnels de la question devra inclure le fonctionnement des structures nationales et locales du parti, ses modes de financement, et les mécanismes de désignation de ses candidats. On



Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2016

analysera les campagnes électorales, moments privilégiés de mobilisation de l'électorat, en identifiant les dynamiques qui leur sont propres.

Enfin, on s'attachera à l'un des traits les plus marquants de la recomposition politique : sa dimension géographique. En effet, l'engagement des Démocrates en faveur des droits civiques permet le déploiement d'une *Southern strategy* qui aboutit à la constitution d'un bastion républicain quasiment homogène dans le Sud. Toutefois ces gains notables et le maintien de positions solides dans les *red states* traditionnels s'accompagnent de difficultés persistantes à attirer durablement des catégories d'électeurs comme les minorités, au poids de plus en plus important, ou les femmes.

c – Enjeux

Le repositionnement du parti républicain sur une ligne conservatrice s'opère sous l'influence d'un renouveau intellectuel qui se dessine dès les années 1950. Se construit peu à peu un canon idéologique qui embrasse des thèmes très divers, parmi lesquels notamment :

- une politique économique qui prétend rompre avec les héritages du New Deal et de la Great Society : supply-side economics, dérégulation, réduction du périmètre de l'État-providence, équilibre budgétaire, etc. ;
- les valeurs de la Droite chrétienne : opposition au droit à l'avortement et à la recherche sur les cellules souche, créationnisme, affirmation des valeurs de la famille traditionnelle, etc. ;
- la défense des libertés individuelles et des « droits des États » contre les interventions du pouvoir fédéral dans les domaines des droits civiques, de la fiscalité, de la réglementation de la possession des armes à feu, de la protection de l'environnement, etc. ;
- la dénonciation d'un prétendu activisme judiciaire d'inspiration *liberal* et l'affirmation progressive d'une lecture « originaliste » de la Constitution ;
- une rhétorique dénonçant, de façon appuyée, toutes les formes de criminalité, et visant à dépeindre l'adversaire démocrate comme laxiste sur les questions de sécurité (soft on crime) ;
- l'instrumentalisation de la figure de l'ennemi extérieur, qu'il s'agisse du communisme ou du terrorisme.

Il conviendra de se familiariser avec un très riche corpus idéologique, en gardant à l'esprit son caractère souvent polémique et apologétique. Par ailleurs, il ne faudra pas perdre de vue que les politiques publiques mises en œuvre par les responsables, élus ou nommés, ne sont pas exemptes de contradictions avec les éléments du canon conservateur.

Enfin, une attention particulière sera portée à la définition de termes tels que *New Right, libertarian, liberal,* etc., qui devront être situés avec précision dans leur contexte historique.

III - Linguistique

1 - Phonologie

Dictionnaires de référence :

- D. Jones (Peter Roach, Jane Setter, John Esling, eds.). *Cambridge English Pronouncing Dictionary*. Cambridge: Cambridge University Press, 2011, 18th edition.
- J.C. Wells. Longman Pronunciation Dictionary. London: Longman, 2008, 3rd edition.

2 - Grammaire

Les questions ne s'appuient pas sur un programme.



Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2016

ORAL

I - Épreuves à option

Le programme des options A et B est constitué par le programme des épreuves d'admissibilité auquel s'ajoute, pour chaque candidat, le programme ci-dessous correspondant à l'option A ou B, qu'il a choisie au moment de l'inscription :

A - Littérature

- 1 Alice Munro. Dance of the Happy Shades [1968]. London: Vintage, 2000.
- **2** James Fenimore Cooper. *The Last of the Mohicans* [1826]. New York: Oxford University Press (World's Classics), 2008.

B - Civilisation

La Glorieuse Révolution (1688-1701)

La Glorieuse Révolution est souvent considérée comme le moment fondateur du système constitutionnel britannique actuel. Elle marque à la fois la résolution des violentes querelles étatiques et religieuses du XVIIe siècle et l'avènement d'une stabilité politique durable reposant sur l'affirmation du rôle du parlement face à la couronne. La crise de 1688-1689, qui voit Jacques II s'exiler en France, puis sa fille Marie et son gendre, le Hollandais Guillaume d'Orange, accéder conjointement au trône, génère de profondes transformations constitutionnelles, politiques et religieuses dans l'ensemble des Îles britanniques, que la décennie suivante, jusqu'à l'*Act of Settlement* (1701), confirme.

Dans la mesure où l'on touche ici à un véritable mythe national, il conviendra tout d'abord de connaître les principales interprétations historiographiques. On a longtemps fait de cette révolution « tranquille » l'expression même du « génie politique anglais » qui, alliant rupture et continuité, aurait, dans un esprit de compromis donné naissance à la monarchie parlementaire sans grand traumatisme et sans effusion de sang. D'autres y ont vu une simple affaire dynastique ou « révolution de palais » fondamentalement conservatrice, qui a empêché la souveraineté populaire de s'affirmer et qui a permis à l'Ancien Régime de perdurer tout autant qu'à l'idéologie de la propriété privée de croître. D'autres encore parlent d'une invasion militaire étrangère motivée par des ambitions purement personnelles et par des préjugés religieux rappelant les guerres de religion. Plus récemment, la Glorieuse Révolution a été replacée dans le cadre plus large d'une histoire de l'émergence de l'État bureaucratique en Europe.

On s'interrogera sur les causes immédiates et profondes de cette révolution et l'on étudiera le paysage politique dans lequel elle s'insère :

- la dissension entre factions Whig et Tory née à la fin des années 1670 et renvoyant à des clivages sociaux, économiques, politiques et religieux (parlement contre couronne ; non-conformistes contre Église ; intérêts marchands contre intérêts fonciers), pour beaucoup hérités de la première révolution du milieu du siècle.
- les politiques de Jacques II et les représentations qu'ont pu en avoir ses sujets : Jacques II est-il un absolutiste en puissance enviant le pouvoir de Louis XIV, un modernisateur de la bureaucratie et de la politique étrangère, un despote éclairé avant l'heure prônant la tolérance, un roi pieux cherchant essentiellement le bien de ses sujets coreligionnaires ?
- la nature et le degré d'opposition à Jacques II : le pays est-il proche de la rébellion ou une intervention extérieure est-elle nécessaire afin de briser les blocages internes ? Comment le revirement des Tories, soutiens de Jacques II au début de son règne, mais ensuite aliénés par une politique religieuse considérée comme une menace pour l'Église épiscopale d'Angleterre, s'articule-t-il sur le plan local et national à la volonté réformatrice des Whigs ? Quelle est l'ampleur et quel est l'impact de la panique collective qui s'installe au sein du peuple, habitué à associer « papisme » et « tyrannie », face aux rumeurs de complots



Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2016

et de massacres catholiques ? Quelles sont les motivations personnelles, stratégiques, géopolitiques du Stadhouder Guillaume et comment s'est-il adressé à l'Angleterre ?

On rendra ensuite compte des événements de 1688-1689 en tant que crise familiale et dynastique, crise constitutionnelle et crise religieuse. On s'intéressera particulièrement à l'élaboration d'un nouveau consensus politique sous l'égide du Convention Parliament, suite au débarquement de la flotte de Guillaume et à la fuite de Jacques II. Le parlement se divise quant à l'interprétation qu'il faut donner aux événements récents et aux résolutions à prendre pour l'avenir, de même qu'il se heurte aux nouvelles vues de Guillaume sur la couronne. Un compromis est néanmoins atteint entre doctrine constitutionnaliste whig de la résistance et doctrine tory de l'obéissance passive. Une concession est faite au droit divin : la monarchie ne devient pas élective, car la couronne est offerte conjointement à Guillaume, monarque de facto, et à Marie, héritière Stuart légitime. Des dispositions sont prises pour contraindre les nouveaux monarques à agir selon la loi et en collaboration avec le parlement, au centre desguelles se trouve la Declaration of Rights. Le statut de ce texte et sa portée sont ambigus. Guillaume le fait adopter en tant que loi (Bill of Rights), sans toutefois lui accorder de valeur contractuelle et sans prévoir un dispositif qui contrôle sa mise en application. Des limites nouvelles sont imposées à la prérogative royale, mais elles sont en fait conçues comme la réitération des droits ancestraux du parlement et non comme une restructuration du système monarchique. L'urgence est au pragmatisme. On applaudit l'heureuse issue trouvée à la crise, et l'on parle de « Glorieuse Révolution ». Pourtant, le nouveau consensus n'est pas sans faiblesse. Les options les plus radicales, qu'elles soient républicaines ou contractualistes (Le Traité du Gouvernement Civil de Locke est publié en 1690), très minoritaires, sont écartées. Les divisions entre Whigs et Tories réapparaissent, notamment concernant les affaires religieuses. La vision low church de l'Église, qualifiée de latitudinarienne, qui cherche l'intégration au sein de l'Église des protestants nonconformistes par une certaine souplesse doctrinale, s'oppose à la vision high church, plus hiérarchique et plus disciplinaire. On opte encore une fois pour le compromis, en tentant par la loi dite *Toleration Act* de gommer ces antagonismes : l'Église n'est pas restructurée ; on donne la liberté de culte public aux nonconformistes, mais aucun droit civique; antitrinitariens, juifs et catholiques sont quant à eux totalement exclus. Les Tories craignent que la caution (même modeste) à présent donnée à un certain pluralisme religieux, menace la position centrale de l'Église d'Angleterre.

Si l'exclusion de tout catholique à la succession au trône, garantie par la Bill of Rights, fait l'unité au parlement, elle est source de divisions dans les trois royaumes. Est ici posée la question de l'émergence du jacobitisme. Il conviendra pour ce faire d'envisager qu'il n'y a pas eu une seule révolution, mais bien trois, dans trois royaumes différents, et d'étudier quel impact l'une a pu avoir sur les deux autres, et réciproquement. En Écosse, on assiste à une révolution beaucoup plus radicale qu'en Angleterre, qui met en avant la nature contractuelle de la monarchie, restreint avec plus de vigueur le pouvoir royal et abolit l'épiscopat. Des contre-offensives ont lieu mais elles sont écrasées en l'espace de deux ans. L'Irlande catholique et jacobite affirme quant à elle son indépendance par rapport à l'Angleterre et Jacques II l'utilise comme base de lancement de sa reconquête du trône. Le conflit meurtrier dure deux ans, la bataille de la Boyne en 1690 annonçant la victoire orangiste finale de 1691. Ces développements ouvrent plusieurs pistes de réflexion. Premièrement, les combats menés et le sang versé, surtout en Irlande, mettent en perspective la représentation traditionnelle et anglo-centrée d'une révolution pacifique. Deuxièmement, naissent à ce moment des clivages durables dans les deux royaumes. En Irlande commence une période punitive alliant la confiscation des terres à la réduction des droits des catholiques. Troisièmement, les politiques irlandaises et écossaises gagnant en autonomie, se développe par réaction une volonté centralisatrice qui mènera plus tard à l'union des États anglais et écossais et à la formation d'un royaume de Grande-Bretagne en 1707.

Enfin, il sera nécessaire de s'intéresser au prolongement de la Révolution dans les années 1690. Les conflits armés en Irlande et en Écosse sont le premier épisode d'une longue guerre que mène Guillaume III avec ses alliés européens contre la France jusqu'en 1697. Cette décennie voit aussi l'adoption d'une série de mesures qui limitent de manière significative le pouvoir du monarque, de l'obtention par le parlement d'un droit de regard sur les finances publiques en 1690, jusqu'à l'*Act of Settlement* de 1701 qui réaffirme



Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2016

les règles de succession du *Bill of Rights* et tente une séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. L'étude des changements constitutionnels postérieurs à 1689 devra se faire de manière très ciblée, dans le seul but de déterminer si la Glorieuse Révolution fut une réelle rupture dans les pratiques et mentalités politiques. Le consensus ambigu et fragile établi en 1689 s'expose en effet à des interprétations multiples et contradictoires : la politique de guerre de Guillaume III serait l'expression paradoxale d'un autoritarisme royal et d'une dépendance croissante de la couronne envers le parlement ; l'opposition des Tories à la guerre qui se manifeste par exemple par le *Triennial Act* (1694) fixant les élections des Communes tous les trois ans et présidant à l'éclosion d'une véritable vie politique des partis, devrait se comprendre dans la continuité des pratiques de partage du pouvoir au XVIIe siècle ; inversement, les Whigs, le cœur du « parti de la guerre », voient en cette dernière le moyen stratégique de consolider les acquis de 1689 que sont la pérennité du protestantisme et les droits parlementaires : et s'ils dotent l'État d'un appareil administratif et financier jamais égalé auparavant, ils le mettent sous le contrôle du parlement – la Révolution aurait donc transformé les mœurs politiques et les ambitions parlementaires.

C - Linguistique

a – Commentaire de texte : épreuve hors programme

Dans son commentaire, le candidat devra traiter un sujet choisi par le jury et il pourra aussi, s'il le souhaite, consacrer une partie de son exposé à tout phénomène linguistique représenté dans le texte.

b - Leçon

Dans le cadre du programme ci-dessous, il est demandé au candidat de répondre à une question d'ordre théorique ou de discuter une ou plusieurs affirmations de linguistes tout en illustrant son argumentation à l'aide d'exemples tirés d'un corpus d'anglais contemporain qui lui sera fourni lors de la remise du sujet. Des connaissances théoriques sont attendues.

Les propositions subordonnées relatives.

II - Épreuves communes

Lors de la préparation de l'épreuve hors programme en anglais, les candidats auront à leur disposition :

- des dictionnaires unilingues anglais et américain.
- The Encyclopaedia Britannica.

N.B. Les éditions sont données à titre indicatif.